

Laïcité, retour à la féodalité, monétarisme et pouvoir politique

Organisée par l'Amicale des Anciens Elèves des Ecoles Normales d'Instituteurs et d'Institutrices, et l'IUFM, la conférence de M. Ragache, du 22 octobre 2008, fut l'occasion de préciser ce qu'est la Laïcité. Effectivement l'orateur nous apprend qu'il n'y a pas de cours à l'IUFM sur ce sujet. Ce qui explique la présence de nombreux élèves à cette conférence ; ils sont demandeurs, ils veulent en savoir davantage. De plus l'intervention de Jean-Michel Sahut, Président du CREAL 76, a complété le haut niveau d'esprit et d'intelligence de cette conférence.

La remise en question de la laïcité par le pouvoir en place interroge. La laïcité est-elle démodée, archaïque, ou bien, est-ce que c'est le pouvoir en place qui est rétrograde ? Quand on voit la restauration sociétale en cours, on opte plutôt pour une régression, on pourrait même dire : le retour d'une certaine féodalité des temps modernes, par le fait même que le pouvoir politique est passé sous la dépendance de la Finance privée par le Traité de Maastricht. Cela est passé inaperçu au moment du référendum ; c'est maintenant qu'on découvre la réalité. Une lettre à la Commission Européenne en 2003 a obtenu la réponse suivante :

« Toute restriction aux mouvements de capitaux et aux paiements, à la fois entre les Etats membres et entre les états membres et les tiers, est interdite (art. 56, ex art. 73B et suivants) ». Pouvait-on trouver une phrase plus explicite pour donner la Primauté à la Finance. C'est bien la restauration de la féodalité. De terrienne qu'elle était, elle est devenue financière. Elle garde la même tare : celle de faire du paupérisme, pour les Etats et pour le peuple d'une part, et d'autre part de la richesse insolente pour une caste

de privilégiés. 1789 est à refaire pour rétablir la Primauté du pouvoir politique, mais dans des conditions infiniment plus difficiles. Bref, si un reproche d'assoupissement peut être fait à la laïcité, le pouvoir, lui, est très actif pour nous ramener à l'ancien régime.

De plus, dans notre vocabulaire, il y a aujourd'hui une ambiguïté gênante pour une claire compréhension de notre vie sociétale. Le nom politique au féminin, a pour définition dans le dictionnaire Robert : « art et pratique du gouvernement des sociétés humaines », et au masculin, il désigne uniquement « l'homme politique ». L'ambiguïté vient du fait que la politique se décompose en trois branches principales qu'on pourrait appeler piliers : le système politique, le système économique et la finance ; plus brièvement, on dirait le Politique, l'Economie et la Finance, politique étant au masculin pour le différencier de la politique au féminin qui a une définition plus globale, alors que le Politique serait une réduction de la locution « système politique », actuellement la démocratie. Le dictionnaire prend en charge de nouvelles définitions dans la mesure où elles sont utilisées. Il apparaît qu'actuellement ce flou artistique soit le bienvenu ; la finance ayant la primauté, elle tient à ce que le système économique ne soit pas reconnu comme une entité réelle. Il ne doit pas exister ; il n'existe que le système politique qui n'a plus guère de pouvoir. Il fait semblant de faire des politiques diverses, dont une politique économique. Ainsi, il n'y a pas pour le citoyen électeur de système économique, et comment remettrait-il en cause quelque chose qui n'existe pas ? Par ce black-out, certains ont pensé que pour résoudre la crise il suffisait de changer le système politique ; ainsi a-t-on parlé de VIème République ! La crise financière actuelle met en exergue que le système politique n'y est pour rien. Qui est alors en cause ? Remarquez que la locution « Pensée-Unique » (alias le Monétarisme) dont on nous serinait tant les bienfaits de Modernité et de Bonheur pour tous, a disparu du vocabulaire depuis quelques années, ainsi que le mot monétarisme ; ce dernier est interdit de cité ou bien réduit à

une savante vision intellectuelle qui n'a soi-disant rien à voir avec notre vie sociétale. Seuls, quelques initiés savaient que la Pensée-Unique était une appellation de marketing d'un nouveau système économique, le monétarisme, inventé en 1959 pour donner à l'ultralibéralisme une notoriété doctrinaire. Reconnaissons que si le fric n'a pas d'odeur, le mot « monétarisme » à une consonance liée au fric. Les promoteurs de cette nouvelle économie ont jugé bon que ces deux mots disparaissent du langage des médias. Il faut que le citoyen ignore le système économique ! Ainsi, il n'aura pas l'idée de chercher les causes de la crise de ce côté.

Excusez cette longue digression, mais elle est indispensable pour que la réalité revienne à la surface, pour comprendre la crise qui engloutit la laïcité dans son sillage. La laïcité était l'enfant du siècle des Lumières, et la sœur de la Déclaration des Droits de l'Homme, en tant qu'individu. L'Homme-vivant-en-société a été oublié ; l'économie, uniquement rurale, était dans ses balbutiements à cette époque. Aujourd'hui, elle a pris une telle dimension que la Déclaration ne suffit plus ; il faut la compléter par une Charte de la vie sociétale, dans le même esprit que la Déclaration. Entre temps, on a ajouté le « Citoyen » aux bénéficiaires de la Déclaration, mais cela ne mettait nullement en exergue les institutions qui composent notre vie en société ; or ce sont ces institutions qu'il s'agit de revisiter et de civiliser pour les sortir de leur sauvagerie naturelle. Ce travail est même indispensable pour redonner à la laïcité une nouvelle dimension.

Autre sujet de modernisation de la laïcité. Nouvelle découverte : la Religion a été inventée pour être un adjuvant du système politique. C'est ce que nous apprend l'histoire de l'Égypte. Pour cimenter la mosaïque de peuplades qui vivaient sur les bords du Nil et s'y sont sédentarisées, les premiers Pharaons ont eu l'idée de créer, à partir des diverses croyances, la religion, comme ils ont créé le partage du travail : l'armée, les fonctionnaires comptables de l'économie paysanne, le commerce. Cette religion, avec son bagage de

fêtes et son falbala de cérémonies, a été le ciment de la jeune nation, ô combien efficace. A tel point que Moïse, juif déporté en Egypte et élevé par hasard dans le sérail du pharaon, l'a copiée pour cimenter le peuple hébreu et en faire une entité qui défie les siècles, et pèse très lourd dans notre histoire présente. Plus tard encore, un avatar de la religion hébraïque s'est affirmé sous le nom de Jésus-Christ, dont est née la Religion Catholique lors de sa reconnaissance par l'Empereur romain Constantin comme religion d'Etat, au début du quatrième siècle. Et cette religion d'Etat, avec ses propres avatars, est très liée à toute l'Europe. Bref, la religion serait surtout un adjuvant politique ; toutes les nations à l'époque, étaient de pouvoir autoritaire, et toutes ont utilisé cet adjuvant. Dans nos pays où la démocratie se vide de sa substance, parce que le pouvoir est entre d'autres mains, la religion revient au galop, tant au Latran qu'à Ryad.

Cela mènerait à repenser notre vocabulaire laïque à la lumière de cette découverte. Ce qui est du privé, ce sont les croyances des uns et des autres, même suscitées par les Eglises. Quant aux institutions religieuses, dotées d'une hypocrisie magistrale, elles sont du domaine public. A nous de dénoncer leur ambiguïté ; je connais personnellement celle de l'Eglise Catholique, entre son dogme et son esprit évangélique. Le second est fait pour rameuter les ouailles, et le premier pour les embrigader dans une paralysie lénifiante. Un membre du lobby catholique, Jacques Delors, n'est-il pas le maître d'œuvre du reniement par les socialistes de leur valeur de base, la Primauté du politique, en Mars 1983, et de la mise en place du monétarisme par le Traité de Maastricht en 1993 ? Ce qui nous vaut la Restauration que nous vivons. Il mériterait d'être canonisé pour les uns, et mis au banc de l'humanité pour d'autres, qui sont et seront des millions à subir les souffrances de cette crise.

Il est plus que temps de mettre en application une « Charte de la Vie Sociétale »(1).

Pierre Bellenger

(1) Les bases d'une « Charte de la Vie Sociétale » :

Les trois piliers de notre vie sociétale sont le Politique, l'Economie et la Finance ; ils doivent respecter la hiérarchie suivante :

- Le Politique doit retrouver sa Primauté et garder sous sa gouverne les services publics de base.
- L'Economie, qui régit le reste de la production des biens et des services dont nous avons besoin quotidiennement pour vivre, doit conserver une part de liberté pour être dynamique, sans, pour autant, échapper à un contrôle du Politique, soit pour en limiter les excès, soit pour susciter de nouvelles pistes.
- La Finance ne doit être qu'un outil de fonctionnement du Politique et de l'Economie, mais jamais une valeur en soi, et encore moins, avoir la Primauté du pouvoir.